Document généré le 1 juil. 2025 09:08

L'Actualité économique

Les résultats des plans soviétiques

Jean Marczewski

Volume 40, numéro 1, avril–juin 1964

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1002824ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1002824ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)
1710-3991 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Marczewski, J. (1964). Les résultats des plans soviétiques. *L'Actualité économique*, *40*(1), 59–76. https://doi.org/10.7202/1002824ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1964

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Les résultats des plans soviétiques

Les récentes déclarations de M. Khrouchtchev sur la réduction du budget militaire, les achats massifs de blé et les ventes non moins importantes de l'or russe, semblent montrer que l'économie soviétique rencontre en ce moment des difficultés graves qui l'obligent à rectifier ses options fondamentales quant à l'orientation de son développement.

Pour bien comprendre le problème il faut remonter à ses origines, c'est-à-dire aux dernières années de la N.E.P. C'est, en effet, pendant les années 1926 à 1928 que se décide le sort de la planification soviétique, comme, d'ailleurs, le sort de l'orientation générale que prendra désormais l'économie soviétique et la société soviétique.

La N.E.P. — nouvelle politique économique, lancée en 1921 par Lénine — fut un retour tactique, provisoire et partiel, au capitalisme. La raison avouée de ce pas en arrière fut l'impossibilité de continuer le communisme de guerre devant la famine généralisée, les révoltes de plus en plus fréquentes des paysans et, surtout, la révolte des marins de Kronstadt, ceux-là même qui avaient joué un si grand rôle dans la révolution d'octobre 1917 (il est vrai que les équipages ont été au moins partiellement changés depuis, mais leur révolte n'en avait pas moins une signification symbolique très profonde).

Du point de vue économique, la N.E.P. donna d'excellents résultats. Elle permit à l'économie soviétique de réparer, en un temps extrêmement bref, les dommages causés par l'extraordinaire série de cataclysmes qui avait accablé le peuple durant les huit années précédentes : la guerre mondiale, les deux révolutions, la guerre civile, l'intervention étrangère des années 1918-1920, et le communisme de guerre. La production agricole doubla et dépassa légèrement le niveau de 1913. La production de la grande industrie s'accrut 10 fois, par rapport à

1920, et dépassa de 25 p.c. le niveau d'avant-guerre. La petite industrie et l'artisanat n'ont pas retrouvé entièrement leur capacité productive d'avant-guerre, mais le niveau de vie des paysans et des ouvriers s'améliora considérablement. En particulier, le salaire réel des ouvriers dépassa largement son montant d'avant-guerre.

Et cependant, à la fin de la N.E.P., des difficultés graves apparaissent, surtout en ce qui concerne le ravitaillement en denrées agricoles des villes dont la population s'accroît rapidement sous l'effet de l'industrialisation.

Pourquoi ces difficultés ? Pour plusieurs raisons. D'abord à cause de l'insuffisance de la production agricole « marchande » due à la disparition de la grande propriété et à l'amélioration, pendant la N.E.P., du niveau de vie des paysans ; ensuite, parce que l'industrie nationalisée, déjà orientée vers la production lourde (depuis 1925), ne fournit pas assez de biens de consommation et de production aux paysans et, même dans la mesure où elle les fournit, le fait à des *prix* de monopole très élevés par rapport aux prix agricoles. Le paysan achète avec une unité de denrées agricoles, trois fois moins de produits industriels qu'en 1913. En conséquence, il réduit ses ventes sur les marchés urbains et cherche à fabriquer lui-même la plus grande partie des objets dont il a besoin.

Il devient évident que l'industrialisation rapide d'un pays essentiellement agricole (la population rurale représente encore, en décembre 1926, 82 p.c. de la population totale) ne peut se faire sans le concours du paysan, qui doit consentir à livrer une partie croissante de ses récoltes à la population des villes, à l'exportation indispensable pour payer les biens d'équipement importés, et à l'industrie qu'il approvisionne en matières premières d'origine agricole.

Or, pour s'assurer le concours du paysan, dans les conditions d'une économie de marché comme le fut celle de la N.E.P., il faut lui fournir, à des prix accessibles, des quantités croissantes de biens industriels. Cela suppose donc que le développement de l'industrie s'oriente de préférence vers la production de biens intéressant les campagnes : tracteurs et machines agricoles, engrais, matériaux de construction, biens de consommation courante, et que l'État exerce une pression sur l'industrie nationalisée pour qu'elle renonce à pratiquer des prix trop élevés et, par cela même, pour qu'elle limite la pratique de l'autofinancement.

Il en résulterait donc un ralentissement de l'industrialisation et surtout un ralentissement du développement de l'industrie lourde.

Cela suppose aussi que l'on tolère la concentration spontanée des exploitations paysannes. Cette concentration peut théoriquement prendre la forme de la création spontanée des coopératives agricoles de production, mais l'expérience prouve qu'elle s'effectue avant tout par l'extension de certaines exploitations individuelles au détriment des autres, ou encore par la formation des grandes fermes capitalistes, louant des terres à de nombreux petits propriétaires paysans (comme en France dans la région parisienne et dans le Nord).

Étant donné l'état arriéré de la paysannerie russe à l'époque de la N.E.P., la concentration par la formation spontanée des coopératives agricoles était très peu probable et ne pouvait être qu'exceptionnelle. Pour concilier la continuation de la N.E.P. avec le postulat d'une industrialisation rapide, le parti communiste aurait donc dû :

1) modifier l'orientation et le rythme du développement industriel, en renonçant au développement prioritaire de l'industrie lourde et à la pratique trop étendue de l'autofinancement ;

2) accepter le développement d'un certain capitalisme à la campagne ;

3) se contenter d'une industrialisation quelque peu plus lente, encore que probablement plus harmonieuse, que celle qui fut effectivement réalisée.

C'est, en effet, vers cette dernière solution que semble s'orienter tout d'abord la ligue officielle du Parti représentée par Rykov (membre du Bureau Politique et président du Conseil des Commissaires) et Boukharine (membre du Bureau Politique et président de l'Internationale). Cette politique s'oppose à ce qu'on appelait alors la « dictature » de l'industrie. En invoquant le principe léniniste de l'alliance avec la paysannerie, elle préconise au contraire un abaissement graduel des prix industriels, au fur et à mesure de l'accroissement de la productivité et de la réduction des prix de revient. Elle affirme que le développement de l'industrie doit aller de pair avec le développement des échanges entre les villes et les campagnes. L'accumulation nécessaire au financement de l'industrialisation résultera de l'accroissement de la production, à la fois industrielle et agricole, stimulée par ces échanges.

La présence des *koulaks*[1] et des *Nepmans*[2], enrichis grâce à la N.E.P., n'est pas un danger. Au contraire, *pour le moment,* ils remplissent une fonction utile. Avant de pousser plus loin la socialisation, il faut que l'économie atteigne un certain degré de développement.

À cette tendance officielle à l'échelon suprême de l'État correspond au sein du Gosplan (Commission de la Planification d'État, instituée en 1921) une méthode de planification dite « génético-causale » préconisée par des économistes non marxistes, ou marxistes de droite, dont Bazarov, Groman et Kondratiev, ce dernier bien connu en Occident pour ses études sur les cycles de longue période. Réduite à sa plus simple expression, cette méthode consiste à lier le rythme de développement de l'industrie aux possibilités du développement de l'agriculture.

Cependant, à la ligne officielle du Parti s'oppose la tendance de gauche dont les représentants les plus éminents sont Trotsky et Ossinsky, auxquels se joignent plus tard Zinoniev et Kamenev. Cette tendance fait sienne la fameuse thèse de Préobrajensky sur la nécessité des *échanges non équivalents* entre l'industrie et l'agriculture. Un pays agricole arriéré, ne bénéficiant d'aucune aide étrangère, ne peut financer son industrialisation que par l'agriculture. Il faut donc profiter de la position monopolistique de l'industrie d'État pour maintenir au maximum la différence entre les prix industriels et les prix agricoles et obliger ainsi les paysans à livrer le plus possible de produits agricoles contre le moins possible de produits industriels. Dans ce but, il faut remplacer la planification indicative pratiquée jusqu'alors, par une planification impérative destinée à imposer une véritable dictature de l'industrie. Il faut sans tarder éliminer le commerce privé, les Nepmans et les koulaks.

La méthode génético-causale de planification ne réussit pas non plus à faire l'unanimité des techniciens du Gosplan. Les économistes marxistes tels que Gladkov et Strumilin lui opposent la méthode que Bazarov qualifiera de « téléologique ». Ils croient notamment que les objectifs fixés par le gouvernement et le Parti doivent être réalisés *coûte que coûte,* sans se préoccuper outre mesure des conséquences immédiates sur l'ensemble de l'économie. Ils pensent que la planification ne doit tenir compte que des contraintes techniques et des lois de la nature.

1. Paysans riches.
2. Commerçants, artisans, petits industriels auxquels le rétablissement de la liberté du commerce a permis de réaliser des bénéfices rapides.

L'action des « lois aveugles de l'économie marchande » peut et doit céder le pas devant l'action créatrice des planificateurs.

Jusqu'à l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev, Staline, qui est depuis 1922 secrétaire général du Parti, se solidarise avec la tendance qui cherche la solution du problème du financement de l'industrialisation dans le développement des échanges commerciaux entre les villes et les campagnes. Mais cela ne l'empêche pas de préconiser, dès le XIVe Congrès (décembre 1925) la priorité de l'industrie lourde, « afin, dit-il, de ne pas tomber, étant donné l'encerclement capitaliste, dans la dépendance des pays capitalistes ». Il développe à cette occasion sa célèbre théorie de la possibilité du socialisme dans un seul pays, théorie combattue par Trotsky et, d'ailleurs, contraire aux enseignements de Marx et de Lénine. Ceux-ci croyaient, au contraire, que le socialisme ne pourra être réalisé que par une révolution s'étendant à plusieurs pays capitalistes avancés.

Quelle que fut la valeur historique de la théorie de Staline, il est certain qu'elle rendait encore plus difficile la solution du problème des échanges entre les villes et les campagnes.

La séparation ouverte de Staline de la tendance représentée par Rykov et Boukharine n'intervient qu'après la liquidation de l'opposition trotskyste accusée de « déviationisme de gauche ». Elle se manifeste pour la première fois au XVe Congrès du Parti communiste bolchévik, en décembre 1927. Staline demande alors la liquidation des éléments capitalistes dans l'économie nationale et préconise la collectivisation comme unique moyen de réussir une industrialisation rapide dans un pays agricole.

En adoptant les propositions de Staline sur la collectivisation et sur l'offensive contre les koulaks, le XVe Congrès décide de mettre en élaboration le premier plan quinquennal, qui aura pour but d'accélérer l'industrialisation du pays. Staline s'approprie ainsi une partie importante du programme de l'opposition de gauche, dont les partisans viennent d'être déportés en Sibérie, tandis que Boukharine, Rykov et leurs nombreux partisans recevront bientôt le qualificatif peu enviable d'opposition de droite, qui les conduira quelques années plus tard (en 1938) devant le peloton d'exécution.

Quant aux techniciens du Gosplan qui préconisaient la méthodo-génético-causale de planification : Bazarov, Groman, Feldman, Kondratiev et autres, ils seront accusés, tout d'abord, de pessimisme et de

minimalisme, puis, de défaitisme, et finalement, de déviationisme de droite et de sabotage conscient. Ils iront rejoindre, dans les camps sibériens, les opposants de gauche. Seul Feldman en reviendra après la réhabilitation intervenue 40 ans plus tard.

La mise en application de la planification impérative fut réalisée en avril 1929, lorsque le XVIe Congrès du Parti adopta la variante dite *optimale* du projet du premier plan quinquennal élaboré par le Gosplan. Le modèle de planification inauguré ainsi sous l'impulsion directe de Staline était destiné à durer 28 ans, jusqu'à la réforme de l'administration économique introduite sur l'initiative de M. Khrouchtchev, en juillet 1957. Même après cette réforme et après les dernières retouches de novembre 1962, les traits principaux du système demeurent ce qu'ils étaient du temps de Staline.

Les principales caractéristiques du modèle stalinien de planification sont :

1) La priorité de la politique et de la technique sur l'économie. Devenu un instrument docile de l'autorité politique, le Gosplan, emploiera désormais les méthodes perfectionnées, conçues pendant la période précédente, à rendre compatibles, au moins en apparence, les objectifs toujours excessifs et souvent contradictoires imposés par le Parti. Il y parvient en tolérant sciemment des balances de ressources qui ne sont équilibrées que sur le papier, ou en prévoyant des accroissements de productivité irréalisables.

2) L'existence d'une hiérarchie rigide des objectifs. Les activités prioritaires sont assurées de recevoir en temps utile tous les moyens de production nécessaires. Les autres activités ne peuvent compter que sur ce qui restera après l'exécution et le dépassement des objectifs prioritaires. Dans la mesure où les balances de ressources sont en fait déficitaires, les activités non prioritaires se trouvent dans l'impossibilité d'exécuter leurs plans.

3) Le principe que seul un dépassement du plan en constitue une réalisation satisfaisante, donnant lieu à toutes sortes d'avantages matériels et honorifiques pour la direction et le personnel de l'entreprise. L'application de ce principe renforce encore la position des industries prioritaires au détriment de celles qui ne le sont pas.

4) Une centralisation excessive des décisions à l'échelon des ministères techniques et du Gosplan, la transmission des impulsions aux agents d'exécution s'effectuant presque exclusivement par la voie d'or-

dres administratifs sévèrement sanctionnés. Le rôle des stimulants économiques est ainsi réduit à forcer le dépassement du plan, sans qu'une place quelconque soit laissée à l'initiative et aux choix, fondés sur un calcul économique libre, des exécutants. En conséquence, les plans doivent être aussi détaillés que possible. Ils doivent descendre jusqu'à l'échelon le plus bas des organes d'exécution.

5) La condamnation de la planification dite « prudente ». Les plans doivent être « tendus » de façon à mobiliser à l'extrême l'énergie des exécutants.

6) La priorité de la planification en nature, par rapport à la planification financière et monétaire. Celle-ci existe bien depuis 1931, mais elle est entièrement subordonnée à la planification en nature. Néanmoins, le principe de la rentabilité financière des entreprises, rétabli pendant le N.E.P., est maintenu. Adopté au système planifié, il reçoit le nom de « Khozraschtot », ce qui veut dire « calcul économique ». Mais son rôle est tout à fait secondaire. Tout d'abord, parce que les avantages liés à la réalisation d'un profit sont généralement très inférieurs à ceux qui résultent du dépassement quantitatif du plan. Et ensuite, parce que le système des prix et des salaires sur lequel il repose ne représente en aucune façon les tensions réelles entre les besoins et les raretés relatives des biens correspondants.

Tel qu'il fut, le modèle stalinien donna naissance à cinq plans quinquennaux. Dans la plupart de ces plans, les objectifs de l'industrie des biens de production, déjà très élevés au départ, furent réalisés et souvent dépassés. En revanche, la production des biens de consommation est généralement restée très inférieure aux objectifs prévus. Quant à l'agriculture, loin de réaliser les objectifs ambitieux qui lui ont été assignés dans les plans, ce n'est qu'en 1950 qu'elle dépassa de peu les résultats globaux de 1928.

Et cependant, le problème des échanges entre les villes et les campagnes fut tant bien que mal résolu. En effet, à la veille de la seconde guerre mondiale, la *production marchande* (commercialisation) qui, en 1926-27, n'était plus que de 103 millions de quintaux, atteignit 365 millions de quintaux, chiffre supérieur de 71 p.c. au montant d'avant-guerre.

Comment a-t-on réussi à obtenir, à partir d'une production inférieure au niveau du temps de la N.E.P., une production marchande plus de trois fois supérieure ?

Ce fut là l'apport propre de la collectivisation. Décidée par le XVe Congrès, elle fut réalisée, en plusieurs étapes, entre 1928 et 1938, au prix des déportations massives de koulaks et de paysans moyens (plus de 500,000 d'après les estimations les plus prudentes, plusieurs millions d'après les estimations les plus probables).

La collectivisation n'a pas contribué à l'accroissement de la production agricole. Au contraire, le premier effet de la *dékoulakisation* (c'est-à-dire de l'élimination des paysans aisés) et de la collectivisation fut une chute brutale de cette production, qui n'a récupéré le niveau de 1913, pour les céréales mais non pas pour la production animale, qu'en 1937-38. Mais la collectivisation permettait à l'État de disposer à sa guise des récoltes. Dans les sovkhoses (ferme d'État), l'État était propriétaire des récoltes. Dans les kolkhoses (fermes collectives), les récoltes appartenaient théoriquement à la collectivité kolkhosienne, mais celle-ci était soumise à la surveillance étroite des Stations de Machines et Tracteurs, organisme d'État dirigé par des hommes du Parti, originaires des villes, et sans l'aide duquel le kolkhose était incapable de réaliser ses récoltes. Aussi bien, l'État pouvait-il désormais appliquer aux paysans la théorie officiellement condamnée des échanges non équivalents, pour ainsi dire sans aucune limite. L'application de cette théorie fut d'ailleurs facilitée par la diminution rapide de la population rurale qui, en 1938, fut inférieure de 30 p.c. à celle de 1928. La productivité par travailleur agricole s'est donc accrue de 40 p.c. Mais, tandis qu'en 1928 le paysan vendait en moyenne 18 p.c. de sa production nette et en consommait 82 p.c., en 1938-39, il est obligé de céder à l'État, à des prix extrêmement bas, plus de 50 p.c. d'une production de 40 p.c. supérieure. Il ne garde donc que 85 p.c. de ce qu'il gardait en 1928 et encore doit-il en céder une partie importante aux fonds indivis du kolkhose ou du sovkhose. Bref, tout en produisant 40 p.c. de plus qu'à la fin de la N.E.P., le paysan reçoit environ 15 p.c. moins de ce qu'il recevait. Le prélèvement de l'État, qui équivaut donc à la moitié de la production nette de 1928, sert à nourrir les masses sans cesse croissantes d'ouvriers engagés dans les constructions gigantesques des premiers plans quinquennaux. Cependant, compte tenu du mouvement démographique, le niveau de vie de ces masses ne s'améliore guère. Il diminua même sensiblement pendant le premier plan quinquennal (1928-1932), s'améliora quelque peu pendant le second

(1933-1937), pour retomber de nouveau au-dessous du niveau de 1938, à la veille de l'invasion allemande.

Dans l'ensemble, les objectifs politiques fondamentaux des trois premiers plans quinquennaux : l'industrialisation du pays, la création d'une puissante industrie lourde, la formation d'un nombreux prolétariat ouvrier furent réalisés. Ils contribueront plus tard à la résistance victorieuse devant l'envahisseur hitlérien. Mais ces résultats furent obtenus à un coût humain immense, très supérieur à toutes les prévisions, qui s'exprima par le sacrifice de centaines de milliers de koulaks, par l'échec des plans agricoles et des plans de consommation.

Lancé au lendemain de la guerre, le IVe plan quinquennal, plan de reconstruction, donna des résultats assez satisfaisants. En 1950, la production agricole dépassa légèrement le niveau de 1940 sur le même territoire. La production industrielle dépassa de 73 p.c. ce niveau. Pour la première fois, la progression des biens de consommation fut plus forte que celle des biens de production. Mais, compte tenu de l'accroissement démographique, la consommation par habitant n'a fait que rejoindre le niveau de 1940, tout en restant inférieure à celle de 1928 pour la viande et les autres produits d'origine animale.

C'est au cours de l'exécution du Ve plan (1951-1955) que de nouvelles difficultés surgirent. La guerre de Corée demanda un effort considérable à tous les pays du camp socialiste. L'embargo occidental les obligea à entreprendre des productions très onéreuses. L'agriculture, qui ne recevait qu'une fraction infime des investissements, s'est trouvée très en retard par rapport à ses objectifs. Il en fut de même de la production industrielle des biens de consommation. Pour la première fois, les industries de base et l'industrie lourde se virent dans l'impossibilité d'atteindre leurs objectifs. Le mécontentement fut particulièrement vif dans les démocraties populaires, où le niveau de vie baissait d'une façon inquiétante, et qui supportaient mal les contraintes du régime stalinien. La mort de Staline et la fin de la guerre de Corée permirent enfin aux successeurs de Staline d'entreprendre les réformes indispensables.

Inauguré en U.R.S.S. par le fameux discours de Malenkov du 8 août 1953, le « Nouveau Cours » fit de l'agriculture une activité prioritaire, améliora la situation des kolkhosiens et augmenta la production de biens de consommation. Les progrès de l'agriculture s'accélérèrent sensiblement.

Mais, dès la fin de 1954, il devint évident que la poursuite de la politique malenkovienne du développement rapide de la production des biens de consommation était incompatible avec le développement simultané des armements, de l'industrie lourde et de l'agriculture. Or, l'échec de la conférence de Genève, la conclusion du Pacte de Varsovie, la signature d'un nouvel accord d'assistance avec la Chine contribuèrent à accroître les charges de l'industrie lourde soviétique. Comme il était impossible d'augmenter davantage le retard de l'agriculture, on lui laissa une place élevée dans l'échelle des priorités ; on sacrifia encore une fois la production industrielle des biens de consommation.

Cependant, malgré les soins particuliers dont bénéficie désormais l'agriculture, malgré l'augmentation très considérable des investissements agricoles et l'amélioration certaine, encore que très modeste, du sort des kolkhosiens et des ouvriers des sovkhoses, les progrès de l'agriculture restent toujours très en retard par rapport aux objectifs des plans. Certes, la production agricole augmente, depuis 1953, beaucoup plus vite qu'à l'époque stalinienne, mais ces progrès restent toujours très insuffisants par rapport aux besoins d'une population qui s'accroît rapidement. Les rendements obtenus à l'hectare par travailleur demeurent très inférieurs aux résultats obtenus dans les pays occidentaux et aux États-Unis. La production par personne employée dans l'agriculture est, en U.R.S.S., inférieure à un sixième de la production américaine. Le rendement des céréales à l'hectare ne dépasse pas en moyenne 11 quintaux.

L'importance des modifications introduites à partir de 1957 dans la structure de l'administration économique fut probablement la cause principale de l'abandon du VIe plan quinquennal (1956-1960). Fait sans précédent, ce plan fut remplacé, en cours d'exécution, par un autre plan, le plan septennal (1959-1965). Quant à ce dernier, il a cessé, depuis quelques mois, d'être mentionné dans les déclarations officielles et il vient d'être remplacé pour les deux dernières années de son application, par un plan transitoire de deux ans dont la structure et les priorités sont sensiblement différentes de celles du plan septennal. Comme l'ancien plan de sept ans, le nouveau plan de deux ans s'insère théoriquement dans un plan perspectif à longue échéance, qui forme le programme de vingt ans du Parti communiste de l'Union soviétique, adopté par le XXIIe congrès du Parti en octobre 1961.

Ce dernier plan prévoit notamment que, dans vingt ans, la moitié

de la consommation des ménages leur sera fournie *gratuitement* conformément à la formule communiste : « de chacun selon sa capacité, à chacun selon ses besoins». «Gratuitement» n'est d'ailleurs qu'une façon de s'exprimer, puisque de toute manière le financement de la production correspondante sera assuré par la différence entre le produit fabriqué par l'ouvrier et le pouvoir d'achat du salaire en monnaie qui lui sera versé. Tout se passera donc comme si, au lieu de toucher entièrement son salaire en espèces et de le dépenser ensuite en achats de son propre choix, l'ouvrier recevait la moitié de son salaire directement en nature. On ne voit pas très bien en quoi consiste l'avantage d'un tel système, sauf peut-être en ce qui concerne certains services collectifs, tels que l'éducation, les soins médicaux, les divertissements culturels. Mais, de toute façon, pour atteindre cet idéal, le programme du Parti communiste de l'Union soviétique prévoit que la croissance de la production industrielle et agricole se fera, pendant vingt ans, au rythme de 9.6 p.c. par an.

Nous pouvons dire tout de suite que la réalisation d'un tel rythme dans l'agriculture est tout à fait impossible. Depuis l'amélioration apportée par le revirement de 1953, l'agriculture soviétique s'est développée à un rythme annuel moyen de 4 à 5 p.c., ce qui est d'ailleurs beaucoup, mais, pendant les quatre dernières années, ce progrès s'est quasiment arrêté. Les objectifs du plan septennal ne furent atteints pour aucune des années 1959, 1960 et 1961. En 1962, les récoltes furent, dans l'ensemble, équivalentes à celles de 1961. Seule la production de viande s'est accrue de 9 p.c. On ne dispose pas encore de données précises sur les récoltes de 1963. Mais les difficultés de ravitaillement qu'éprouve la population et les achats massifs de blé au Canada et à d'autres pays semblent indiquer que, dans le meilleur des cas, les résultats obtenus ne sont pas nettement supérieurs à ceux de l'année précédente. Il n'y a donc aucune chance pour que le retard accumulé pendant les quatre premières années du plan septennal puisse être rattrapé. On ne voit pas comment, et pourquoi, le rythme de croissance du produit agricole serait tout d'un coup multiplié par trois.

Pour la production industrielle, les chances de réalisation sont plus grandes. Mais ici également les difficultés ne sont nullement négligeables. Il ne faut pas oublier en effet que la rapidité avec laquelle augmente la production industrielle en U.R.S.S. est due essentiellement à deux facteurs :

1) l'accroissement démographique qui a permis d'augmenter l'emploi pendant la décennie 1950-60 de 1.9 p.c. par an ;

2) l'amélioration de la productivité à un taux moyen de 4.7 p.c. par an pendant la décennie 1950-60, amélioration qui elle-même résultait du progrès technique et du passage de la main-d'œuvre des branches à faible productivité en valeur (agriculture) aux branches à forte productivité.

À son tour, le développement rapide du progrès technique a pu être obtenu essentiellement grâce à l'importance du retard relatif de l'U.R.S.S., par rapport aux pays les plus avancés d'Europe et d'Amérique, et grâce aux énormes investissements dont bénéficiait l'industrie lourde au détriment de toutes les autres activités.

L'amélioration de la productivité et l'accroissement de l'emploi donnaient donc ensemble un taux moyen de croissance du P.N.B. de l'ordre de 6.8 p.c., taux très élevé certes, mais qui n'avait rien de miraculeux, étant donné les conditions dans lesquelles il était obtenu. Le Japon avait réalisé pendant la même période un taux moyen de 8.8 p.c., l'Allemagne occidentale de 7.5 p.c., l'Italie de 5.9 p.c. et la France, dont la population active n'a pratiquement pas augmenté, de 4.3 p.c.

Or, pendant la décennie courante 1960-1970, l'accroissement de la population en âge de travailler ne pourra être en U.R.S.S. que de 1.2 p.c., au lieu de 1.9 p.c. précédemment. Quant à l'évolution de la productivité elle subira plusieurs influences de sens contraire. D'une part, elle sera stimulée par le développement scientifique vraiment extraordinaire de l'U.R.S.S. et, dans la mesure où l'agriculture sortira de sa torpeur, elle bénéficiera d'un déplacement important de main-d'œuvre du secteur agricole vers l'industrie. D'autre part, son développement sera freiné par le fait que le retard de l'U.R.S.S. par rapport aux pays les plus avancés est aujourd'hui moindre qu'il ne l'était il y a dix ans, et que, par conséquent, les progrès dus à l'assimilation pure et simple des techniques existantes joueront un rôle infiniment moindre que par le passé.

En admettant que ces deux premières influences de sens inverses se compenseront approximativement, ce qui est une supposition plutôt optimiste, on obtiendrait, pour les prochaines années, un développement de la productivité analogue à celui qui a été réalisé effectivement

de leur fait pendant la décennie 1950-1960. Il reste cependant à considérer l'influence des investissements productifs. Le taux élevé d'accroissement de la productivité en Union soviétique n'a pu être réalisé que parce que les investissements directement productifs (à l'exclusion de la construction résidentielle) y représentaient une proportion très élevée du produit national brut : environ 20 p.c. contre 13 p.c. aux États-Unis, 16 p.c. en France, 18 p.c. en Italie, 19.5 p.c. en Allemagne et 23.2 p.c. au Japon. Or, ces investissements n'ont pu être aussi importants que parce que la plupart des autres affectations du produit national brut étaient sacrifiées. C'était notamment le cas de la consommation privée et de la construction de logements qui représentaient ensemble seulement 60 p.c. du P.N.B., pourcentage très inférieur à celui des pays occidentaux. Le reste du P.N.B., soit 19 p.c., était consacré à l'accroissement des stocks, à l'aide extérieure et surtout à la consommation publique dont le poste le plus important est représenté par les dépenses militaires.

Les dépenses militaires sont une charge particulièrement lourde pour l'économie soviétique. En valeur absolue et en prix comparables, elles sont approximativement égales aux dépenses américaines. Mais le produit national des États-Unis est encore deux fois plus élevé que le P.N.B. soviétique. La charge par habitant est encore plus grande, car la population soviétique (225 millions) étant 1.2 fois plus nombreuse que celle des États-Unis (184 millions), le P.N.B. soviétique *par habitant* n'est égal qu'à 40 p.c. du P.N.B. correspondant des États-Unis. Le poids des dépenses militaires par rapport au P.N.B. par habitant est donc en Union soviétique presque 2.5 fois plus grand qu'aux États-Unis.

Pour que l'investissement en installations productives puisse garder son importance relative, ce qui est la condition nécessaire pour maintenir les progrès de la productivité, il faudrait que ni la consommation privée, ni la construction des logements, ni les dépenses militaires, ni l'aide extérieure n'augmentent leur part du P.N.B. Or, dans chacun de ces domaines, les besoins sont immenses.

La consommation privée par habitant représente à l'heure actuelle, malgré les accroissements réalisés depuis 1953, à peine le quart de la consommation américaine. Avec l'élévation du niveau culturel de la population, il sera de plus en plus difficile au gouvernement soviétique

d'en empêcher le développement. La compétition entre l'Est et l'Ouest dans le domaine de l'aide extérieure fait également un appel pressant aux ressources disponibles. Dans le domaine des dépenses militaires, le gouvernement soviétique se croyait — au moins jusqu'à la dernière session du Soviet Suprême (décembre 1963) — obligé de maintenir la parité en valeur absolue avec les États-Unis.

Placé devant la nécessité de choisir et soumis à la pression constante de certains membres du Comité Central et des dirigeants chinois, qui l'accusent de trahir la cause de la révolution mondiale, M. Khrouchtchev manœuvrait avec une grande habileté. Tout en s'efforçant de maintenir les dépenses militaires de l'U.R.S.S. à la parité avec celles des États-Unis, il cherchait à réduire le fardeau écrasant qui en résultait, en profitant de toutes les occasions pour préconiser la coexistence pacifique, dans l'espoir que cela réduirait l'effort militaire de l'Occident. Ainsi, depuis l'affaire de Cuba, en octobre 1962, aucun incident majeur n'est venu troubler la lente amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest.

Dans la mesure où les conditions extérieures semblaient le permettre, M. Khrouchtchev cherchait aussi à accroître la part de la consommation, en ralentissant quelque peu les commandes aux industries de la défense nationale et aux industries des biens de production. Mais, il suffisait que les États-Unis augmentent leur effort militaire en valeur absolue, pour que les avantages promis par les dirigeants soviétiques à la consommation et même aux investissements productifs cèdent le pas à un accroissement nouveau des dépenses militaires, accroissement qui, dans les conditions économiques de l'U.R.S.S., ne pouvait être obtenu qu'en réduisant la part des dépenses civiles dans le budget de la nation. Un exemple frappant de cette politique est fourni par l'évolution de l'économie soviétique pendant les années 1961-1963.

L'année 1961 a commencé sous des auspices relativement favorables à l'agriculture et à la consommation. En janvier, le Comité central du Parti s'est penché sur les besoins de l'agriculture et a décidé d'accroître les objectifs du plan portant sur les industries qui l'approvisionnent en facteurs de production. Les investissements agricoles devaient être considérablement accrus. Le développement de l'industrie lourde et de l'industrie légère devait se poursuivre à des taux égaux (Khrouchtchev, en mai 1961).

Cependant, en juillet 1961, en réponse à l'augmentation du budget américain de la Défense nationale, M. Khrouchtchev a annoncé un accroissement de 34 p.c. des dépenses militaires. En octobre 1961, la priorité de l'industrie lourde fut de nouveau affirmée. L'accélération des investissements agricoles fut, à la fin de 1961, bien moins importante que ce qu'avaient laissé prévoir les déclarations du début de l'année.

De plus, la récolte de 1961 s'étant révélée très inférieure aux prévisions du plan de 7 ans, plus particulièrement dans le domaine des produits d'origine animale, une augmentation très importante (35 p.c.) des prix à la consommation de ces produits a dû être décrétée en juin 1962, pour éponger les liquidités excédentaires de la population.

Enfin, pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du plan de sept ans, le taux d'accroissement de l'investissement prévu dans le plan n'a pas été atteint, ce qui prouve que l'accroissement des dépenses militaires s'est répercuté même sur le domaine prioritaire des investissements productifs.

La fin de l'année 1963 et le début de 1964 présentent une analogie frappante avec le début de 1961. Monsieur Khrouchtchev cherche de nouveau à mettre à profit l'amélioration des relations avec l'Occident pour relâcher quelque peu l'effort militaire et consacrer une partie plus importante du produit national à l'augmentation, devenue absolument indispensable, de la production agricole. Contrairement à ses déclarations publiques, les dépenses militaires de l'U.R.S.S. ne sont pas réduites en valeur absolue, mais leur rythme d'accroissement est quelque peu ralenti. En revanche, une accélération extraordinaire (36 p.c. en deux ans) doit être obtenue dans la production chimique, principalement en vue de fournir à l'agriculture les engrais qui lui manquaient si cruellement. En même temps, les travaux grandioses d'extension des cultures sur les terres vierges de Kazakstan cèdent le pas au projet précédemment écarté, mais combien plus sûr, d'intensification des cultures sur les vieilles terres d'Ukraine et d'autres républiques européennes. L'importance que l'on attache à l'augmentation rapide de la production agricole est mise en évidence par le fait que le nouveau plan de deux ans lui sacrifie un autre besoin essentiel, et très mal satisfait jusqu'à ce jour, de la population soviétique : le logement. La superficie dont la construction est prévue pour les années 1964 et 1965

ne représente que 91 millions de m^2 contre 94.5 millions de m^2 qui figuraient pour les mêmes années dans le plan septennal. Un léger ralentissement est également envisagé en ce qui concerne le taux d'accroissement de la production de biens de production.

Il apparaît, ainsi, que le taux de croissance de l'économie soviétique est menacé, à la fois par les exigences de la politique extérieure et par les réclamations légitimes des consommateurs. À court terme, les exigences de la politique extérieure passeront toujours avant les besoins de consommation et même avant les investissements productifs. Une intensification de la politique d'armement des États-Unis aurait donc pour effet de ralentir la croissance économique de l'Union soviétique et surtout de freiner l'amélioration du niveau de vie du citoyen soviétique.

À long terme, il n'est pas possible de refuser au consommateur soviétique le modeste progrès dont il bénéficie depuis 1953. Si la part des dépenses d'armement dans le P.N.B. ne diminue pas substantiellement, la part de l'investissement productif devra être réduite. Dans ce cas, le taux d'accroissement de la productivité sera inférieur à ce qu'il fut pendant la décennie 1950-1960 (4.7). Le taux de croissance du P.N.B. pendant la décennie 1960-1970 ne pourra alors dépasser la moyenne de 6 p.c. (4.7 + 1.2 p.c.) ce qui est tout à fait comparable au taux réalisé couramment en Europe occidentale et au Japon.

Quels ont donc été finalement les résultats des plans soviétiques ? En répondant à cette question, il ne faut pas oublier que, dans l'esprit de leurs auteurs, ces plans avaient pour but non seulement l'industrialisation d'un pays arriéré et agricole, mais aussi, avant tout, la création des bases matérielles pour l'instauration du socialisme marxiste, dans un pays qui ne remplissait pas toutes les conditions nécessaires à cet effet, n'ayant pas encore passé par le stade du capitalisme avancé, dans un pays qui, au surplus, était le premier et le seul à tenter cette expérience dans un monde hostile. Il faut reconnaître que cet objectif fut atteint. L'Union soviétique est aujourd'hui la seconde puissance industrielle du monde (mais il ne faut pas oublier que la Russie de 1913 occupait déjà la quatrième place dans cette hiérarchie). Elle a réussi à maintenir un régime social que les dirigeants croient être socialiste. Elle traite d'égal à égal avec la plus grande puissance militaire du

monde. Elle a accompli d'immenses progrès dans le domaine scientifique et culturel.

Mais, cela dit, il faut aussi reconnaître que l'expérience soviétique de planification n'a pas la valeur universelle que lui attribuent généralement ses admirateurs et ses détracteurs. En particulier, contrairement à ce que l'on croit, elle ne montre pas la voie à suivre aux pays sous-développés.

Dans la mesure où ces pays cherchent à s'industrialiser pour améliorer le niveau de vie de leur population, dans les conditions d'une plus grande justice sociale, mais non pas pour réaliser avant tout et coûte que coûte le socialisme de type soviétique, l'expérience soviétique n'est pas à imiter, car ni l'amélioration du niveau de vie ni la justice sociale n'ont été les objectifs véritables et principaux de cette expérience. Ils ne figurent pas non plus parmi ses résultats.

Dans la mesure où certains pays en voie de développement chercheraient, pour des raisons doctrinales, à réaliser avant tout le socialisme marxiste, l'expérience de la planification soviétique n'est pas, non plus, à suivre, car les conditions dans lesquelles ce socialisme serait réalisé à l'heure actuelle ne sont pas celles de la Russie de 1928. Elles sont plus difficiles parce qu'aucun des pays sous-développés d'aujourd'hui, sauf peut-être la Chine, le Brésil et l'Inde, ne disposent de ressources comparables à celles de la Russie de 1913. Mais la Chine et l'Inde sont surpeuplés, ce qui pose des problèmes particuliers. Ces conditions sont en revanche plus faciles, car un pays désireux d'instaurer un régime marxiste ne serait pas obligé de développer à tout prix l'industrie lourde, puisque l'encerclement capitaliste tant redouté des révolutionnaires de 1917 n'est plus qu'un souvenir. La création du socialisme marxiste peut donc être obtenue par des moyens moins onéreux, sans collectivisation forcée et avec une planification beaucoup moins rigide et tendue et partant plus efficace.

L'enseignement le plus général que l'on peut tirer de la planification soviétique est que la concentration des efforts d'une grande nation sur un petit nombre d'objectifs, choisis arbitrairement, peut donner des résultats certainement spectaculaires, surtout si on les apprécie du point de vue de ceux qui ont choisi les objectifs, mais que cela est obtenu toujours au détriment du progrès général. Une telle concentration d'efforts peut se justifier dans des circonstances exceptionnelles et

pendant un temps relativement court. Elle ne peut servir de méthode permanente, car l'objet principal de l'activité économique n'est pas de faire des miracles, mais tout simplement d'améliorer la vie quotidienne des hommes.

Jean MARCZEWSKI,
professeur à la
Faculté de Droit et des Sciences
économiques (Paris).